

**Café-géographique du mardi 23 novembre 2010 (Café Riche)**

## **Exploitation minière et conflits au Kivu**

**Intervenant : Roland Pourtier, professeur de géographie émérite, Université Paris I, laboratoire Prodig**

Mardi 23 novembre, Roland Pourtier, professeur de géographie émérite à l'Université Paris I (laboratoire Prodig) a expliqué les conflits récents qui ont ravagé le Kivu. Cet exposé, qui fait le lien entre les ressources du sous-sol et les affrontements, montre que la concentration de minerais, loin de conduire au développement, est synonyme de « malédiction des matières premières » pour cette région.

### **Une région aux atouts multiples.**

Le Kivu, région du nord-est de la République Démocratique du Congo (RDC), s'étend sur environ 300 000 km<sup>2</sup> et accueille 17 millions d'habitants (population relativement dense en comparaison de la moyenne régionale). Marquée par un climat d'altitude très modéré, cette zone est particulièrement propice aux activités humaines : l'absence de paludisme et de trypanosomiase (maladie du sommeil transmise par la mouche tsé-tsé) est un avantage considérable en Afrique centrale. En outre, la présence de terres fertiles sur les roches volcaniques offre de grandes possibilités au développement de l'agriculture. Les ressources de la forêt sont également intéressantes. Notons la présence d'une forte biodiversité, censée être protégée dans le parc de Kahuzi-Biega (« sanctuaire des gorilles ») ou celui des Virunga. En plus de son potentiel agricole et de ses atouts climatiques, le Kivu dispose de ressources minières exceptionnelles, notamment le minerai d'étain et ses métaux associés. Parmi ces métaux, le coltan (colombo-tantalite), qui contient du tantale, un des composants des téléphones et des ordinateurs portables, revêt une dimension stratégique puisque son extraction est indispensable à l'industrie de la téléphonie mobile. Le Kivu pourrait concentrer plus des deux tiers des réserves mondiales de ce métal et sa production, bien que modeste par rapport à celle de l'Australie, en fait une région convoitée. Le Kivu est aussi très riche en or.

### **Un chaos démographique et ethnique.**

Malgré ses potentialités, le Kivu est dans une situation économique, sociale et politique dramatique. Selon Roland Pourtier, les crises à répétition sont la conséquence des bouleversements qu'a connus la population de cette région. Le Kivu, qui est situé à la frontière avec le Rwanda, a accueilli plus d'un million de réfugiés rwandais à la suite du génocide de 1994. Cet afflux de population a généré des tensions entre les Congolais autochtones et les réfugiés (en particulier pour le partage des terres arables) mais également entre les immigrés rwandais, divisés en deux communautés (Hutus et Tutsis). Ces divisions ethniques, dans un contexte d'insécurité générale, expliquent la création des groupes armés, à forte connotation communautaire et politique. Après l'élimination des camps de réfugiés en 1996 par les forces de Laurent-Désiré Kabila appuyé par le Rwanda, quelques milliers de réfugiés Hutus, dont beaucoup sont d'anciens génocidaires, se sont maintenus dans les forêts au Kivu où ils ont formé le FDLR (Forces démocratiques de libération du Rwanda). Les Tutsis du Kivu, soutenus par le gouvernement rwandais, ont, plus récemment créé le CNDP (Congrès national pour la défense du peuple). Les populations congolaises dites autochtones, qui ont le sentiment d'être concurrencées par les nouveaux arrivants venus du Rwanda, défendent leurs intérêts au travers des milices paysannes Maï-Maï. L'armée régulière congolaise (FARDC, forces armées de la République démocratique du Congo) et la MONUC\*, souvent dépassées par les événements, peinent à sécuriser ce territoire, d'autant que les militaires des FARDC se comportent eux-aussi en prédateurs. Cette zone de non-droit est considérée par les rebelles des pays limitrophes comme une base arrière idéale pour des activités de contrebande et de guérilla, principalement par l'armée de résistance du Seigneur (LRA pour *Lord's Resistance Army*) originaire d'Ouganda. Notons que ce foyer d'instabilité chronique fut également le fief de Laurent Désiré Kabila après l'assassinat de son mentor, Patrice Lumumba, en 1961. C'est à partir du Kivu que Kabila, alors soutenu par le Rwanda, l'Ouganda et les Etats-Unis, a conquis le pouvoir en 1997 aux dépens de Mobutu. Les divisions ethniques et politiques sont exacerbées par une forte pression démographique, conséquence des migrations et d'une natalité incontrôlée. Le Kivu est aujourd'hui surpeuplé, ce qui accroît les tensions autour des richesses agricoles et minières.

### **Une économie locale totalement désorganisée mais insérée dans la mondialisation.**

L'exploitation minière, dans un contexte de guerre régionale, est localement très peu structurée, alors que les produits extraits du sous-sol du Kivu sont finalement intégrés dans des circuits totalement mondialisés. Ainsi, l'exploitation de l'or et

du coltan suit une filière hybride, d'abord informelle (amont soumis à l'instabilité et à la corruption généralisées) et rejoint ensuite l'économie internationale (aval assuré par de grands groupes occidentaux). Les premières étapes sont assurées localement par de jeunes travailleurs aux moyens rudimentaires. Les « creuseurs » extraient les minerais à ciel ouvert ou dans des galeries. Ils travaillent dans des conditions déplorables de sécurité et avec un outillage très limité (pelles, marteaux et burins). Malgré la pénibilité et les risques d'accident, leur rémunération n'excède pas la moyenne en RDC (2 dollars par jour). En l'absence d'infrastructures de transport, ces minerais sont acheminés à dos d'homme jusqu'à des pistes de fortune où des avions petits-porteurs chargent le minerai ( 2 tonnes par voyage) et l'acheminement vers les comptoirs où ils seront négociés. Ces étapes sont fortement surveillées (et ponctionnées) par les groupes armés présents localement. Chaque milice sécurise une zone en contrepartie de prélèvements sur la production. Le coltan et l'or du Kivu, qui suscitent la convoitise des milices et des puissances étrangères, permettent à des millions de personnes de trouver un moyen de subsistance. A partir des villes de Goma, de Bukavu, de Beni ou d'Uvira, le processus se modernise et se connecte à l'économie internationale. Les minerais sont vendus à des représentants de grandes firmes étrangères puis exportés. L'exploitation minière au Kivu est un exemple flagrant d'une articulation des activités informelles locales avec l'économie mondialisée.

### **Les questions : rôle des puissances étrangères et développement à moyen terme de la RDC.**

Les questions du public se sont principalement concentrées sur le rôle des Etats et des firmes étrangères au Kivu. Ceci amène à s'interroger sur la responsabilité (directe ou indirecte) des acteurs régionaux et mondiaux dans la pauvreté et les crimes observés dans cette région. Roland Pourtier, rappelant la place négligeable de la France au Kivu, indique que les firmes occidentales continuent de dominer l'exploitation minière malgré les velléités de la Chine et secondairement de l'Afrique du sud. Bien que l'influence des Etats riverains (notamment l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi) et l'intervention de firmes transnationales constituent indubitablement des facteurs de déstabilisation, M. Pourtier insiste sur les causes locales (démographie incontrôlée, corruption...) du sous-développement. Les solutions pour améliorer les conditions de vie relèvent également de décisions locales et nationales. Parmi les pistes possibles, il faut mentionner la diversification de l'économie. Aujourd'hui le secteur minier est hypertrophié, alors qu'à l'époque coloniale, les Belges avaient valorisé la sylviculture, l'agriculture et l'industrie. En dernier ressort, c'est la construction d'infrastructures (transports, services publics...) et le retour de l'autorité étatique qui constituent les préalables à toute politique de développement.

\* L'intitulé MONUC (Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo) a été remplacé par MONUSCO (Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation de la République démocratique du Congo) le 1er juillet 2010. Cette force internationale, malgré ses 20 000 hommes (dont beaucoup sont originaires du sous-continent indien) et son budget annuel de plus d'1.3 milliard de dollars, a obtenu peu de résultats concrets.

### **Compte-rendu : Gilles Ardinat**